

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 31 octobre 2025

Énergie : l'accélération et le recentrage nécessaires pour viser la neutralité carbone avec pragmatisme

Face au ralentissement préoccupant de la baisse des émissions de gaz à effet de serre, l'Académie des technologies sonne l'alerte dans son dernier avis.

Une transition énergétique au service de trois priorités : environnement, société, économie

L'objectif environnemental de réduction des émissions doit se combiner avec, d'une part, un objectif social pour garantir à tous la disponibilité d'une énergie abondante et bon marché et économique d'autre part pour assurer la compétitivité de l'économie française et sa souveraineté, dont la production en France et en Europe des composants et services nécessaires à la décarbonation.

Des ajustements urgents à la PPE 3 et à la SNBC 3

Alors que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) et la stratégie nationale bas carbone (SNBC 3) sont en cours de finalisation, l'Académie alerte sur leur horizon trop court pour viser les ambitions de 2050.

Elle identifie plusieurs fragilités majeures de la PPE 3 qui doivent être corrigées, notamment :

- Pour la France, qui a déjà une électricité quasiment complètement décarbonée, les trois enjeux essentiels sont 1) la décarbonation des usages, 2) une sobriété énergétique préparée, choisie et partagée, 3) une croissance maîtrisée des énergies décarbonées (éolien, solaire, hydraulique, nucléaire, biomasse et géothermie)
- La décarbonation des usages sera la clé du succès, avec trois enjeux principaux : le transport, le secteur résidentiel et tertiaire et l'industrie.
 - Il faut stimuler l'offre de véhicules électriques abordables et organiser le réseau de charge rapide des véhicules utilitaires légers et des poids lourds.
 - Il faut industrialiser la rénovation des bâtiments et mettre en place une maîtrise d'œuvre spécifique à la disposition des donneurs d'ordre.

- Il faut donner les moyens à l'industrie de se décarboner de façon compétitive avec une électricité abordable, un accès au biogaz et le développement de la capture du CO₂.
- Le mix électrique doit prendre en compte les coûts complets des différentes énergies et leur impact sur le système électrique (production, mais aussi stockage, stabilité des réseaux, sécurité de la production et de son approvisionnement en matériaux etc.).
- La disponibilité de la biomasse pour produire de la chaleur et du biogaz est fortement surestimée : son utilisation doit être prioritairement réservée aux secteurs les plus difficiles à décarboner.
- Face à la réduction avec le réchauffement climatique du puits de carbone naturel (sols et forêts), il faut développer les technologies de capture du CO₂ pour permettre d'absorber, stocker ou utiliser les émissions des secteurs non ou difficilement décarbonables : production de ciment, d'engrais, d'acier, industrie chimique, élevage etc.

Repenser le cadre général de la transition énergétique

Ces actions spécifiques [ainsi que de nombreuses autres développées dans l'avis] s'inscrivent dans un cadre plus général.

- Pour encourager la sobriété et l'efficacité énergétique, il faut fondamentalement repenser la fiscalité des énergies en la fondant sur le prix de la tonne de carbone évitée : les profondes anomalies de fiscalité entre énergies fossiles (gaz notamment) et énergies décarbonées doivent être corrigées.
- La politique énergétique européenne doit être ajustée pour traiter de la même façon toutes les énergies décarbonées, dont l'énergie nucléaire.
- La transition énergétique est une opportunité d'industrialisation et de réindustrialisation.
 Elle nécessitera une protection des frontières beaucoup plus forte que le mécanisme d'ajustement européen qui devrait rentrer en vigueur sur un nombre limité de semiproduits. Elle devra prendre en compte la dépendance actuelle à certains matériaux critiques.

CONCLUSION - La neutralité carbone : un objectif exigeant à transformer en opportunité de développement

Atteindre la neutralité carbone représente un défi considérable, des efforts immédiats et des innovations pour une politique énergétique réaliste et ambitieuse dont il faut se donner les moyens, mais aussi une formidable opportunité de développement et de résilience pour la France, à condition d'en faire un projet collectif, cohérent et durable.

→ L'avis complet est disponible <u>ici</u>

À propos de l'Académie des technologies

L'Académie des technologies promeut un développement technologique au service de l'Homme, de l'environnement et d'un bien-être durable pour un progrès raisonné, choisi et partagé. Elle rassemble 379 personnalités élues, reconnues dans divers domaines : professionnels de la technologie, scientifiques, industriels, chercheurs, spécialistes de l'économie, des sciences humaines et des sciences de l'éducation touchant aux technologies. Placée sous la protection du président de la République, elle émet des avis indépendants sur des grands choix technologiques et fournit des éléments de référence permettant d'éclairer le débat public.